



VILLE DE GLAND

REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'UTILISATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE

Vu les articles 22 et 23 de la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles

Vu les articles 9 et 10 du règlement du 29 octobre 2008 d'application de la loi sur la protection des données personnelles, la commune de Gland édicte le règlement suivant :

Article premier. - Principe

Un système de vidéosurveillance dissuasive peut, après avoir obtenu l'autorisation du Préposé à la protection des données et à l'information, être installé sur le domaine public ou le patrimoine administratif communal dans le but d'éviter la perpétration d'infractions contre des personnes et des biens et d'apporter des moyens de preuve en cas de telles infractions. Il doit constituer, si possible en complément d'autres mesures, le moyen de plus adéquat pour atteindre le but fixé.

Article 2. - Délégation

La Municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur le but et les modalités des installations de vidéosurveillance, ainsi que sur les lieux ciblés sur lesquels elles sont mises en oeuvre et déploient leurs effets.

Article 3. - Installations

Pour chaque installation, la Municipalité détermine l'emplacement et le champ des caméras, qui doivent se limiter à la mesure nécessaire pour atteindre le but fixé, en limitant les atteintes aux droits des personnes concernées.

Article 4. - Sécurité des données

Des mesures de sécurité appropriées sont prises afin d'éviter tout traitement illicite des données, notamment en limitant l'accès aux données enregistrées et aux locaux qui les contiennent.

Un système de journalisation permet de contrôler les accès aux images.

Article 5. - Traitement des données

Les images enregistrées ne peuvent être visionnées qu'en cas d'infraction. Elles ne peuvent être traitées que pour atteindre le but fixé pour les installations de vidéosurveillance, conformément à l'article premier.

Les images ne peuvent être transmises qu'aux autorités chargées de poursuivre les infractions constatées et ne peuvent être visionnées que par lesdites autorités.

Article 6. - Personnes responsables

La Municipalité désigne la ou les personnes autorisées à gérer l'installation de vidéosurveillance.

La ou les personnes responsables prennent les mesures nécessaires pour prévenir tout traitement illicite ; elles s'assurent du respect des mesures de sécurité et des dispositions en matière de protection des données et en rendent compte à la Municipalité.

Article 7.- Information

Les personnes se trouvant dans la zone surveillée doivent être informées de la vidéosurveillance par des panneaux d'information.

La Municipalité tient une liste publique et tenue à jour des installations de vidéosurveillance exploitées sur la base du présent règlement.

Article 8.- Horaire et fonctionnement

L'horaire de fonctionnement des installations est décidé par la Municipalité en fonction des nécessités pour atteindre le but fixé.

Article 9.- Durée de conservation

La durée de conservation des images ne peut excéder 96 heures, sauf si les données sont transmises conformément à l'article 5, alinéa 2.

Les images seront détruites automatiquement à la fin du délai de conservation.

Article 10.- Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du département de l'intérieur.

Adopté par la municipalité dans sa séance du 26 novembre 2012.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le syndic:		Le secrétaire:
 G. Creteigny		 D. Gaiani

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 7 février 2013.

POUR LE CONSEIL COMMUNAL

Le président:		La secrétaire:
 M. Rohrer		 M. Tacheron

Approuvé par la Cheffe du département de l'intérieur, le : 7 MARS 2013





Table des matières

Article premier	Principe
Article 2	Délégation
Article 3	Installation
Article 4	Sécurité des données
Article 5	Traitement des données
Article 6	Personnes responsables
Article 7	Information
Article 8	Horaire et fonctionnement
Article 9	Durée de conservation
Article 10	Entrée en vigueur